



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Relations entre la France et l'Algérie

Question au Gouvernement n° 494

Texte de la question

RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET L'ALGÉRIE

Mme la présidente . La parole est à M. Éric Ciotti.

M. Éric Ciotti . Jusqu'à quand, monsieur le premier ministre, accepterez-vous l'humiliation que fait subir chaque jour davantage l'État voyou algérien à notre pays ?

M. Jean-Paul Lecoq . C'est toi qui es un voyou !

M. Éric Ciotti . Ce week-end encore, l'État algérien a refusé la toute petite liste transmise par le ministre de l'intérieur des personnes les plus dangereuses – radicalisés, criminels, délinquants – qui menacent notre pays au quotidien. Ce week-end encore, un ressortissant algérien – je dis bien algérien, malgré la version officielle – a attaqué aux cris de « Allah akbar » des policiers devant le commissariat de Cannes. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes UDR et RN.*) De plus, cet État voyou retient en otage l'un de nos ressortissants, Boualem Sansal.

Or quelle est la réaction face à cela ? Nous avons entendu la non-réaction du ministre des affaires étrangères, cette ligne Maginot de papier, cette ligne Maginot diplomatique. Mais de quoi avez-vous peur, monsieur le premier ministre ? De quoi le président de la République a-t-il peur ? (Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LFI-NFP.)

Les Français attendent désormais des actes très clairs et non des coups de menton ou des paroles. Comptez-vous, oui ou non, révoquer les accords de 1968 ? (Applaudissements sur quelques bancs des groupes UDR et RN.)

Mme Anaïs Belouassa-Cherifi . Jamais !

M. Éric Ciotti . Interrompez-vous, oui ou non, dès à présent, l'attribution de tout visa aux ressortissants algériens ? Mettez-vous un terme, oui ou non, à tous les transferts financiers opérés par des ressortissants algériens vers l'Algérie ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDR et RN, dont plusieurs députés se lèvent.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le premier ministre, chargé de la planification écologique et énergétique.

M. François Bayrou, premier ministre, chargé de la planification écologique et énergétique . J'ai écouté attentivement votre question (« Oh ! » sur plusieurs bancs des groupes RN et UDR)...

Mme la présidente . *S'il vous plaît ! Pourrions-nous écouter M. le premier ministre ?*

M. François Bayrou, premier ministreet il y a deux affirmations sur lesquelles je ne peux vous rejoindre. Nous parlons de gouvernement à gouvernement et, dans ce cadre, je ne peux pas employer l'expression d'État voyou.

Mme Fatiha Keloua Hachi . *C'est honteux ! Indigne d'un républicain !*

M. François Bayrou, premier ministre . *En interrompant la délivrance de tout visa aux ressortissants algériens, vous feriez porter sur le peuple le poids des décisions qui ont été prises et auxquelles ils sont totalement étrangers. (Protestations sur les bancs du groupe RN.) Vous leur feriez subir la pénalisation, la punition qu'ils ne méritent pas.*

Un député du groupe RN . *Quelle lâcheté !*

M. François Bayrou, premier ministre . *Un grand nombre de nos concitoyens sont d'origine algérienne ou détiennent la double nationalité – algérienne et française. Je ne leur ferai pas porter la responsabilité des décisions prises par le gouvernement algérien. (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SOC.)*

Mme Hanane Mansouri . *Quel rapport ?*

M. François Bayrou, premier ministre . *Ensuite, vous avez raison de souligner que l'État algérien ne respecte pas certains des engagements pris, qui figurent d'ailleurs non pas dans les accords de 1968, mais dans des accords ultérieurs. Nous n'acceptons pas qu'entre États qui entretiennent des relations aussi étroites que celles qui ont été consignées dans ces quatre accords successifs, les engagements ne soient pas respectés. (« Ah ! sur plusieurs bancs des groupes RN et UDR.) Nous avons donc fait savoir que nous étions déterminés à réviser les accords si l'Algérie n'acceptait pas, dans un bref délai, de récupérer ses ressortissants, lorsqu'ils sont détenteurs de papiers attestant de leur nationalité algérienne – c'était d'ailleurs un engagement pris en 2022.*

M. Laurent Jacobelli . *Oh là là !*

M. Alexandre Sabatou . *Ils doivent trembler !*

M. François Bayrou, premier ministre . *Telle est notre détermination et c'est précisément ces décisions que nous ferons respecter. (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Dem. – M. François Hollande applaudit aussi.)*

Données clés

Auteur : [M. Éric Ciotti](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (1^{re} circonscription) - UDR

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 494

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 mars 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 19 mars 2025